

Du seul point de vue des effectifs militaires, Miranda aurait dû l'emporter ; il bénéficiait en plus de l'appui des services américains. Torres, réfugié sur un aérodrome militaire, n'avait rallié que les aviateurs et un bataillon. C'est l'alliance avec les organisations universitaires et la confédération ouvrière qui lui permit de l'emporter. Miranda capitula.

Dans ce moment de crise révolutionnaire aigüe, face à une armée affaiblie parce que divisée, le pouvoir était dans la rue. Mais l'avant-garde révolutionnaire était trop faible pour donner le signal de l'insurrection : grâce aux masses prolétariennes, Torres s'empara du pouvoir.

Conscients de l'ampleur de la montée révolutionnaire, les militaires se regroupent autour du nouveau président sous le mot d'ordre « ni vainqueurs, ni vaincus ». La crise s'est réglée à l'intérieur même de l'armée.

Torres se réclamait comme Ovando du nationalisme révolutionnaire. L'Armée-Parti restait au pouvoir. La nature de classe du régime transparaissait clairement dans les premières mesures prises. Le général Reque Teran, à la pointe du combat contre **Che Guevara** en 1967, était nommé commandant de l'armée. Tous les officiers militaires, y compris ceux qui avaient accepté de faire partie du triumvirat étaient maintenus à leur poste. « Les universités, les travailleurs, les paysans, les militaires » sont les « quatre piliers du nouveau gouvernement populaire ». Tout en préconisant le contrôle des capitaux étrangers, Torres prévoyait d'encourager l'initiative privée et l'indemnisation de la Gulf Oil Company était maintenue.

Aux travailleurs qui lui demandent des armes, le président répond : « je vous les donnerai si les forces armées de la Nation ne défendent pas le peuple, mais tant que vous aurez un président révolutionnaire qui est fils du peuple, les forces armées devront servir le peuple bolivien ».

Pourtant, des bureaucrates syndicaux, la direction de la Centrale Ouvrière, laissent encore croire que le triomphe de Torres est une victoire de la classe ouvrière.

Dans un premier temps, le « Commandement Politique » formé par la COB, Juan Lechin, le PC pro-soviétique, le POR-Lora et le MNR négocie avec Torres quelques postes ministériels. Lechin précise : « Dans le pire des cas, la classe ouvrière (!) accepterait la moitié du cabinet si l'occasion de participer au gouvernement se présentait ».

Gérer un régime bourgeois avec des ministres ouvriers comme marionnettes, quelle belle occasion pour l'armée de redorer son blason !

Les illusions que les bureaucrates entretiennent à l'égard de Torres ne sont pas dûes au hasard. Conservateurs par nécessité, ils craignent une mobilisation insurrectionnelle des masses dans laquelle ils seraient balayés. N'existant que par son rôle d'intermédiaire, de négociateur dans la lutte des classes, la bureaucratie pour conserver son pouvoir doit tenter de concilier les intérêts irréconciliables. Elle tire son pouvoir de la confiance qu'a déposée en elle la classe ouvrière. C'est ce pouvoir usurpé qui fait sa force face aux exploiters. C'est pourquoi elle est un fervent défenseur du statu quo, toujours prête à capituler.

Ce que veulent les bureaucrates, c'est faire pression sur le gouvernement pour qu'il accomplisse les tâches du prolétariat : mais demander à faire participer les ouvriers au gouvernement, c'est les soumettre à la tutelle de la bourgeoisie.

Finalement, l'armée s'y opposant, la tentative échoua.

Les directions syndicales formulent alors leurs revendications :